



Conseil économique et social

Distr. générale
15 mai 2014

Original: français

Comité des droits économiques, sociaux et culturels Cinquante-deuxième session

Compte rendu analytique de la 19^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 9 mai 2014, à 10 heures

Président(e): M. Kedzia

Sommaire

Examen des rapports

- a) Rapports soumis par les États parties en application des articles 16 et 17 du Pacte
(suite)

Deuxième rapport périodique de la République tchèque

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.14-43407 (F) 130514 150514



* 1 4 4 3 4 0 7 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Examen des rapports

a) Rapports soumis par les États parties en application des articles 16 et 17 du Pacte (suite)

Deuxième rapport périodique de la République tchèque (E/C.12/CZE/2; HRI/CORE/CZE/2010; E/C.12/CZE/Q/2; E/C.12/CZE/Q/2/Add.1)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation tchèque prend place à la table du Comité.*

2. **M^{me} Baršová** (République tchèque) expose les principaux progrès accomplis dans l'application du Pacte. En 2009, la République tchèque a adopté une loi contre la discrimination, directe et indirecte, en matière d'emploi, de protection sociale, de santé, de logement et d'éducation. S'agissant de l'égalité entre hommes et femmes, le Conseil pour l'égalité des chances, composé de représentants de la société civile, participe à l'élaboration des mesures prioritaires adoptées chaque année dans ce domaine et au suivi de leur application. La féminisation des postes de direction, l'élimination des écarts de rémunération selon le sexe et la lutte contre la violence dans la famille font partie des grands axes d'action définis par le nouveau Gouvernement. Le Défenseur public des droits, ou Médiateur, a vu son mandat progressivement étendu et la question des droits de l'homme a été portée jusqu'aux plus hautes instances du pays grâce au remplacement du Commissaire aux droits de l'homme par un Ministre chargé des droits de l'homme et de l'égalité des chances. La Stratégie d'intégration sociale pour 2014-2020 établit la politique générale de lutte contre la pauvreté et l'assortit d'objectifs précis. S'y ajoutent différents plans d'action en faveur de groupes vulnérables tels que les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les sans-abri. Une stratégie a également été définie pour l'intégration sociale des Roms et la promotion de leurs droits.

3. Du fait de la crise économique, des mesures d'austérité ont été mises en place en 2011-2012, en particulier pour rationaliser les dépenses sociales et prévenir les fraudes aux prestations. Après analyse des résultats obtenus, il devrait être procédé à des ajustements, par exemple pour relever à court terme le taux du salaire minimum à 40 % du salaire moyen et rétablir dès 2015 l'indexation complète des prestations de retraite. Dans le domaine de la santé, de nouvelles lois ont été adoptées afin de moderniser les normes de soins et de mieux tenir compte des droits des patients, y compris lorsqu'ils sont handicapés, notamment par la reconnaissance du principe du consentement libre et éclairé. La politique de désinstitutionalisation des personnes ayant un handicap psychosocial et les réformes visant à améliorer l'accès aux soins médicaux et à assurer la viabilité financière du système de santé se poursuivent. Essentiel au développement du pays, l'accès pour tous à l'éducation est promu à travers la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire et l'octroi de bourses d'études. Les élèves ayant des besoins particuliers, du fait de leur handicap ou de leur précarité sociale, bénéficient de programmes éducatifs spécifiques. Bien qu'élévée, la proportion d'enfants roms scolarisés dans le système éducatif spécialisé est en baisse.

4. **M^{me} Cong** (Rapporteuse pour la République tchèque) demande si l'État partie compte ratifier le Protocole facultatif et solliciter l'accréditation du Défenseur public des droits auprès du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle voudrait aussi des précisions sur la transposition du Pacte en droit interne. Elle s'enquiert des répercussions des mesures d'austérité sur la sécurité sociale, des mesures prises contre la discrimination à l'égard des Roms, des personnes handicapées et des demandeurs d'asile, et des politiques en place dans les domaines de la santé mentale et des droits des minorités. Évoquant le paragraphe 15 des

réponses de l'État partie (E/C.12/CZE/Q/2/Add.1), elle demande de plus amples informations sur les relations entre les Roms et le reste de la population et sur les résultats de la Stratégie de prévention de la criminalité.

Articles 1^{er} à 5 du Pacte

5. **M. Atangana** demande si d'autres juridictions que celles mentionnées dans la réponse de l'État partie à la première question de la liste des points peuvent invoquer les dispositions du Pacte. Il voudrait également savoir si l'État partie a revu sa position depuis les précédentes observations du Comité et reconnaît désormais la justiciabilité du droit à un logement décent, comme un jugement récemment rendu par la Cour constitutionnelle tend à le démontrer.

6. **M. Dasgupta** demande quelles mesures l'État partie entend adopter pour porter sa contribution à l'aide publique au développement (APD), actuellement de 0,12 %, à 0,7 % du revenu national brut.

7. **M. Schrijver** s'enquiert des cas éventuels de conflit entre les dispositions du Pacte et le droit interne. Il souhaite savoir dans quelle mesure l'État partie promeut les droits économiques, sociaux et culturels, et les droits de l'homme en général, dans ses programmes d'aide au développement.

8. **M^{me} Shin** voudrait savoir si le mandat du Défenseur public des droits s'étend au secteur privé et en quoi il ne satisfait pas pleinement aux Principes de Paris. Elle note que les nombreuses statistiques fournies ne rendent pas compte de la situation actuelle en matière de discrimination et ne font aucune mention de cas de harcèlement sexuel ou de discrimination fondée sur le sexe, ce qui pourrait dénoter une défaillance du système juridique. Elle voudrait plus d'informations sur la définition de la discrimination donnée dans la loi de 2009 et sur les résultats de l'application de cette loi. Elle demande pourquoi l'État partie n'a pas recours à des mesures temporaires spéciales pour accélérer l'instauration d'une égalité de fait entre les hommes et les femmes, comme le prévoit la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

9. **M. Sadi** demande si la loi de 2009 couvre bien les motifs de discrimination visés au paragraphe 2 de l'article 2 du Pacte, et de quelles sanctions sont passibles les auteurs d'actes discriminatoires. Il voudrait savoir quels sont les obstacles à l'intégration sociale des Roms, comment fonctionne concrètement le Conseil des minorités nationales, comment est garantie l'application du Pacte au niveau régional, quels ont été les résultats des mesures d'austérité et leur incidence sur l'exercice des droits, si l'État partie dispense une éducation aux droits de l'homme conforme aux principes des Nations Unies et aux dispositions du Pacte, et les raisons pour lesquelles le Défenseur public des droits ne satisfait pas à tous les Principes de Paris.

10. **M^{me} Bras Gomes** demande dans quelle mesure les recommandations formulées par le Défenseur public des droits à l'issue de l'examen des plaintes pour discrimination dont il a été saisi sont appliquées par les administrations publiques. Elle appelle l'attention de la délégation tchèque sur l'Observation générale n° 20 du Comité qui étend les motifs de discrimination à l'identité sexuelle et à la situation économique et sociale et pourrait inspirer l'élaboration d'une loi-cadre nationale contre la discrimination.

Articles 6 à 9 du Pacte

11. **M. Ribeiro Leão**, se référant aux paragraphes 142 et 153 du rapport (E/C.12/CZE/2), demande à la délégation tchèque de définir, à l'aide d'exemples, les «dispositions juridiques et autres» qui régissent la sécurité et l'hygiène au travail, et de préciser le nombre d'heures de travail par jour ouvrable.

12. **M. Schrijver** voudrait savoir si la hausse du chômage des jeunes, malgré une politique active de l'emploi, est la conséquence des mesures d'austérité ou d'autres facteurs. Il demande si un changement de politique est envisageable et réalisable.

13. **M^{me} Shin** souhaite savoir ce que le Gouvernement fait pour combattre les stéréotypes concernant les rôles dévolus à chaque sexe et demande s'il existe un mécanisme permettant de garantir un salaire égal pour un travail de valeur égale.

14. **M^{me} Bras Gomes** s'enquiert des résultats des politiques que le Gouvernement a adoptées pour accroître la flexibilité du travail. Elle invite la délégation à fournir des précisions sur les effets négatifs de la nouvelle loi relative au travail sur la protection de certains groupes de travailleurs, notamment des jeunes. Elle demande en outre un complément d'information sur les règles relatives à la sécurité sociale que le Gouvernement prévoit d'appliquer à partir de 2015. Notant que les indemnités de maladie ont été réduites de 60 %, elle demande si la protection des personnes malades a pâti de cette mesure. Elle fait observer qu'en réduisant le budget affecté au régime non contributif, le Gouvernement tchèque est passé d'une approche fondée sur les droits de l'homme à une approche fondée sur les besoins matériels.

La séance est suspendue à 11 h 5; elle est reprise à 11 h 30.

15. *M. Ribeiro Leão (Vice-Président) prend la présidence.*

16. **M^{me} Baršová** (République tchèque) dit qu'en janvier 2014, le Gouvernement s'est engagé à garantir les droits économiques, sociaux et culturels au même titre que les droits civils et politiques. La République tchèque est dotée d'un système bien développé facilitant la participation des groupes minoritaires. Il existe en effet des conseils gouvernementaux s'occupant de différentes minorités, telles que les personnes handicapées et les Roms, composés de représentants du Gouvernement et de représentants des minorités en question. Le Gouvernement adopte donc ses politiques en tenant compte de la situation des groupes vulnérables.

17. **M. Machačka** (République tchèque) dit que les instruments internationaux ratifiés par la République tchèque priment la législation nationale et que la plupart des droits consacrés par le Pacte figurent dans la Charte des droits de l'homme et des libertés fondamentales (la Charte) de la République tchèque. La Cour constitutionnelle veille à ce que les lois adoptées soient conformes à la Constitution, à la Charte et aux instruments internationaux ratifiés par la République tchèque. En 2000, la Cour constitutionnelle a estimé que le droit au logement, bien que non consacré par la Charte, devait être garanti. Les décisions rendues par les juridictions inférieures ne sont certes pas contrôlées au niveau central, mais ces juridictions sont tout de même tenues de respecter les dispositions des instruments internationaux ratifiés par la République tchèque.

18. Au fil des ans, l'institution du Défenseur public des droits, créée en 1999, a vu son mandat s'étoffer pour inclure de plus en plus d'activités liées à la protection des droits de l'homme. Le Défenseur public des droits est notamment le mécanisme de suivi au titre de la Convention contre la torture et l'organe national chargé de la lutte contre la discrimination. Il a compétence pour ouvrir des enquêtes, sur demande ou de sa propre initiative. Les autorités tchèques sont tenues de collaborer avec lui. Il faut également noter que la loi sur le Défenseur public des droits est en cours de révision et que le Gouvernement étudie la possibilité de mettre cette institution en conformité avec les Principes de Paris.

19. La législation tchèque sur la lutte contre la discrimination, adoptée en 2009, est conforme à la législation européenne en la matière et couvre les motifs de discrimination suivants: race, origine ethnique, nationalité, sexe, genre, orientation sexuelle, identité sexuelle, âge, croyance et handicap. Tous les motifs de discrimination énoncés dans le Pacte figurent dans la Charte. Conformément à cette législation, la discrimination s'entend

de la discrimination directe et indirecte, du harcèlement, de l'incitation à la discrimination et du refus de procéder à des aménagements raisonnables pour les personnes handicapées. Les victimes de discrimination peuvent saisir les tribunaux pour être rétablies dans leurs droits et réclamer une indemnisation.

20. **M^{me} Baršová** (République tchèque) dit que le Gouvernement a décidé de mener de vastes campagnes de lutte contre la discrimination à l'égard des Roms, qui cibleront principalement les jeunes et les régions les plus touchées par la pauvreté et le chômage. Les efforts déployés jusqu'ici par le Gouvernement en faveur de l'intégration des Roms n'ont pas eu les résultats escomptés, ce qui est principalement dû aux préjugés de la société et à la méfiance des Roms à l'égard des autorités tchèques. Cependant, de nombreuses initiatives sont prises au niveau régional et au niveau de l'Union européenne dans ce domaine. Le principal organe chargé du suivi de la situation des minorités vivant en République tchèque est le Conseil gouvernemental des minorités nationales, composé de représentants de 14 minorités, dont la minorité rom, qui se réunit au moins quatre fois par an.

21. **M. Štěpaník** (République tchèque) dit que pour lutter contre les crimes à motivation raciste, le Gouvernement a mis en œuvre une stratégie visant à combattre les extrémismes. Grâce à l'étroite collaboration du Ministère de l'intérieur, de la police et des services de renseignement, la plupart des membres de groupes néonazis ont été identifiés et condamnés. En cas de manifestation extrémiste, la police est chargée de prévenir les altercations entre extrémistes et opposants et de protéger les habitants.

22. **M. Korčák** (République tchèque) dit que le Code pénal réprime la diffamation fondée sur la race, la nationalité ou l'origine ethnique, la discrimination à l'égard d'un groupe et le non-respect des droits et libertés d'un groupe particulier. Pour toute infraction, les motivations fondées sur la race, les croyances, l'opinion politique ou la haine constituent des circonstances aggravantes.

23. **M. Velek** (République tchèque) dit que la République tchèque reste déterminée à faire que son APD atteigne 0,7 % du revenu national brut. Cet objectif sera toutefois atteint plus tard que prévu. Le Gouvernement a réformé son système d'aide publique au développement afin de le rendre plus efficace et plus ciblé. Dans ce domaine, les politiques sont élaborées par le Ministère des affaires étrangères et la mise en œuvre et le suivi des programmes sont assurés par l'Agence de développement tchèque, créée en 2008. En 2013, la République tchèque a été l'un des premiers pays à devenir membre du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans le cadre de sa stratégie de développement pour 2010-2017, la République tchèque mène des projets de développement dans différents pays afin de renforcer la bonne gouvernance et le système éducatif. Elle a également élaboré un programme de promotion de la transition fondé sur l'expérience du pays en matière de transition démocratique et de respect des droits de l'homme et de l'état de droit. Ce programme, qui comporte différents projets liés au Pacte, est géré par le Ministère des affaires étrangères et mis en œuvre par les organisations non gouvernementales.

24. **M^{me} Baršová** (République tchèque) dit que la société tchèque est réticente à appliquer des mesures temporaires de discrimination positive en faveur des femmes. En effet, dans certains secteurs, notamment dans le système judiciaire où 61 % des juges sont des femmes, il n'est pas nécessaire de prendre de telles mesures. Cependant, il est vrai que les femmes sont victimes de ségrégation horizontale, puisqu'elles ne sont pas nombreuses à occuper des postes de responsabilité et qu'elles sont faiblement représentées au Parlement. Pour remédier au problème, le Gouvernement envisage notamment d'instaurer un système de quotas afin d'accroître la participation des femmes à la prise de décisions.

25. **M. Machačka** (République tchèque) dit que les régions et les municipalités sont tenues de se conformer au droit tchèque, dont le Pacte fait partie intégrante. La Charte des droits de l'homme et des libertés fondamentales interdit la discrimination au motif de la race, de la couleur, de la foi, de la religion, de l'origine nationale, ethnique ou sociale et de tout autre motif ou condition. Le handicap n'est pas expressément cité comme motif de discrimination, mais il est couvert par l'expression «tout autre motif ou condition».

26. **M^{me} Růžková** (République tchèque) dit que les droits de l'homme sont enseignés dans le cadre de l'instruction civique – obligatoire dans le primaire et le secondaire –, dont l'objectif est d'inculquer aux enfants le respect d'autrui et l'importance que revêt la protection des droits de l'homme. La République tchèque a mis en place un réseau efficace de prévention primaire des comportements à risque, composé d'experts qui s'attachent à prévenir le racisme et la discrimination, ainsi que les brimades à l'école, en travaillant sur les relations interpersonnelles.

27. **M^{me} Baršová** (République tchèque) dit que les juges, les policiers et les enseignants reçoivent une formation aux droits de l'homme dans le cadre de leurs études, que des campagnes sont menées pour sensibiliser les groupes vulnérables à leurs droits et que la République tchèque prépare actuellement une campagne de prévention des comportements discriminatoires et des discours de haine chez les jeunes, ainsi qu'une campagne de lutte contre la violence faite aux femmes.

28. **M^{me} Cong** (Rapporteuse pour la République tchèque) voudrait connaître le budget du Plan national d'action pour l'éducation inclusive et de la Stratégie de lutte contre l'exclusion sociale, et le calendrier de leur mise en œuvre. Elle demande des précisions sur les programmes exécutés par l'Agence de lutte contre l'exclusion sociale pour aider les 164 municipalités désignées en 2006 comme étant des zones d'exclusion des Roms, et en connaître les résultats.

29. **M^{me} Shin** dit qu'il n'est pas discriminatoire d'adopter des mesures spéciales temporaires, telles que des quotas, pour favoriser l'accès des femmes à des postes de responsabilité mais que, pour éviter que ces mesures soient mal perçues par l'opinion, l'État partie doit veiller à ne pas appliquer des critères de sélection différents aux hommes et aux femmes, ni favoriser une femme moins qualifiée. À qualifications égales, en revanche, les femmes doivent avoir la préférence.

30. **M^{me} Bras Gomes** fait observer que, d'une manière générale, plus la législation antidiscriminatoire est explicite, mieux les droits fondamentaux sont protégés. Elle juge donc préférable que le handicap figure expressément parmi les motifs de discrimination.

31. **M^{me} Baršová** (République tchèque) prend note des conseils formulés par M^{me} Shin pour favoriser l'égalité hommes-femmes. Elle explique que le Plan national d'action pour l'éducation inclusive et le Plan national d'action pour combattre l'exclusion sociale mis en œuvre par l'Agence de lutte contre l'exclusion sociale ne sont pas dotés d'un budget spécifique. Ils se bornent à transférer aux municipalités le savoir-faire dont elles ont besoin pour travailler plus efficacement et parvenir à une meilleure inclusion sociale des groupes de population exclus. L'Agence aide en outre les municipalités à se mettre en rapport avec le Fonds social européen et le Fonds européen d'intégration sociale pour solliciter une aide financière à l'appui de leurs projets. Le nombre de zones d'exclusion sociale est en effet passé de 330 à 400 depuis 2006. Les efforts déployés pour tenter de redresser la situation n'ont pas encore été probants, et le Gouvernement devra persévérer pour parvenir à inclure les Roms et les groupes de population à risque.

Articles 10 à 12 du Pacte

32. **M. Atangana** demande si, dans le cadre de son programme de lutte contre la violence intrafamiliale, l'État partie a mené des actions de sensibilisation pour inciter les victimes à porter plainte.

33. **M. Pillay** demande quelles mesures l'État partie a prises pour veiller à ce que les locataires expulsés de leur logement pour défaut de paiement ne deviennent pas sans abri, quelle est l'ampleur du phénomène des sans-abri et quels groupes de population sont le plus touchés. Il aimerait savoir pourquoi l'État partie a tant tardé à multiplier l'offre de logements sociaux alors que le Comité lui avait recommandé de le faire dès 2002.

34. **M^{me} Ravenberg** aimerait savoir quels groupes de migrants ne sont pas couverts par le système d'assurance maladie publique, combien de personnes en sont exclues, et quelles mesures l'État partie prend pour que les migrants qui sont des résidents à long terme et les personnes vulnérables (enfants, personnes âgées, sourds-muets, personnes souffrant de troubles mentaux ou encore séropositifs et personnes atteintes d'un cancer) aient accès à des soins de santé adéquats.

35. **M. Ribeiro Leão**, intervenant en sa qualité de membre du Comité, demande ce que l'État partie entend par l'expression «pathologies sociales» figurant au paragraphe 204 du rapport, et si les mesures décrites aux paragraphes 220 à 246 font partie d'un programme intégré de lutte contre la pauvreté.

36. **M^{me} Bras Gomes**, notant qu'un nombre beaucoup plus élevé de femmes que d'hommes occupent des emplois à temps partiel, demande si l'offre de services de crèches est suffisante. Elle fait observer que les personnes présentant un handicap intellectuel ou psychosocial ne bénéficient pas au même titre que les personnes handicapées physiques de la politique de désinstitutionalisation de l'État partie, et déplore que les personnes âgées en soient totalement exclues. Elle apprécierait le point de vue de la délégation à ce sujet.

37. **M^{me} Cong** (Rapporteuse pour la République tchèque) voudrait savoir si les personnes souffrant de troubles mentaux hospitalisées de leur plein gré ont la possibilité de refuser un traitement qui leur est préconisé et de sortir de l'hôpital quand elles le souhaitent. Elle demande ce que fait l'État partie pour réduire le taux de suicides et de grossesses précoces chez les jeunes, et quelles mesures il a prises pour lutter contre l'alcoolisme et le tabagisme.

Articles 13 à 15 du Pacte

38. **M. Marchán Romero** demande comment l'État partie parvient à garantir aux enfants des minorités un enseignement dans leur langue maternelle sans pour autant créer un système reposant sur la ségrégation. Il voudrait savoir ce qui explique que la minorité vietnamienne soit aussi nombreuse dans l'État partie en dépit de l'éloignement géographique du Viet Nam, et si cette minorité s'est bien intégrée au sein de la société tchèque, sans pour autant perdre son identité culturelle.

39. **M^{me} Ravenberg** demande si l'État partie envisage d'adopter une loi portant interdiction de la ségrégation dans l'éducation au motif du handicap ainsi qu'une loi établissant le droit des enfants handicapés de bénéficier de l'éducation inclusive, et s'il a pris des mesures politiques et financières pour que les écoles ordinaires soient aménagées pour accueillir des enfants handicapés.

40. **M^{me} Cong** (Rapporteuse pour la République tchèque) demande comment l'État partie veille à ce que les «personnes issues d'un milieu socialement et culturellement défavorisé» (par. 89) participent à la vie culturelle.

41. **M^{me} Shin** s'enquiert des mesures que l'État partie a prises pour combattre les préjugés contre les personnes handicapées, et demande s'il s'est fixé des objectifs annuels en matière d'intégration des enfants handicapés dans les écoles ordinaires.

42. **M^{me} Bras Gomes**, croyant savoir que beaucoup de mesures prévues dans le cadre du Plan national d'action pour l'éducation inclusive ont été retardées ou abandonnées, voudrait savoir comment l'État partie veille à permettre aux Roms de progresser sur le plan économique et social.

43. **M. Mancisidor** invite l'État partie à fournir, dans son prochain rapport périodique, des informations sur les mesures que l'État partie a prises pour mettre en œuvre les dispositions de l'alinéa *b* de l'article 15 du Pacte. Il demande si le Gouvernement tchèque a pris connaissance des statistiques de l'OCDE, selon lesquelles les femmes non seulement seraient sous-représentées aux postes décisionnels dans le milieu scientifique, mais encore perdraient du terrain étant donné qu'elles occupaient 28,5 % des postes il y a dix ans, contre 28,2 % actuellement.

44. **M. Kerdoun** voudrait savoir si la nouvelle loi sur l'éducation a réellement aboli les écoles spéciales au niveau de l'enseignement élémentaire, et si les classes préparatoires destinées à accueillir les enfants de la minorité rom et les enfants de milieux socialement et culturellement défavorisés sont introduites au niveau préscolaire ou au début de la scolarité obligatoire. Dans ce dernier cas, cela supposerait que les enfants concernés suivent une année d'études supplémentaire.

La séance est levée à 13 heures.